



Communiqué de presse – 21 février 2014

Fin du populisme, début des conséquences concrètes !

Le 5 février dernier, le PSVR rappelait que le Conseil d'Etat avait été élu pour gouverner, pour définir des priorités et pour conduire notre canton vers un avenir serein construit. Au cours des 15 dernières années, PDC, PLR et UDC ont rappelé en chœur au Parti socialiste, année après année, qu'il ne connaissait rien aux chiffres et que ce simple constat suffisait à rejeter toute nos propositions budgétaires ou mises en garde sur les dangers de la politique qui était menée par la droite.

Encore une fois, le PS peut malheureusement se targuer d'avoir annoncé les conséquences directes et douloureuses sur les prestations fournies par l'Etat depuis de nombreuses années. Au cours des 15 dernières années, ce ne sont pas moins de 10 baisses fiscales qui ont été consenties ; parfois à l'intention de ménages qui en ont besoin mais, le plus souvent, en faveur de grosses entreprises ou des plus aisé-e-s de notre canton.

Une question écrite a été déposée pour connaître les incidences réelles sur le budget cantonal de ces baisses octroyées contre l'avis du Parti socialiste. **Le constat est cinglant, ce sont aujourd'hui 220 millions qui manquent dans les caisses de l'Etat.** Face à cette perte abyssale, les 5 millions économisés dans l'éducation ou les 12 millions coupés dans les subventions d'assurance-maladie paraissent tout à fait surmontables.

Il est affligeant de devoir aujourd'hui couper dans des prestations essentielles, suite à une gestion calamiteuse des finances cantonales. Les cadeaux fiscaux consentis de manière populiste par le passé créent aujourd'hui un trou insurmontable dans les caisses cantonales et communales. La population subit désormais de plein fouet ces mesures et la pauvreté, qui diminuait enfin dans notre canton, fera son grand retour en force. Ce sont ainsi plus de 6'000 personnes, dont des milliers de familles, qui seront touchées par des baisses ou pertes de subventions, alors que les primes d'assurance-maladie, tout comme les salaires des managers des dites assurances, continuent d'augmenter année après année.

Le PS exige une réflexion globale du Conseil d'Etat sur des prestations jugées essentielles, et qui ne doivent pas être concernées par des mesures d'économies. Il est temps de réfléchir également, comme l'avait proposé le Groupe AdG/LA lors de la session sur le budget, à de nouvelles rentrées, afin que ces prestations vitales ne soient pas touchées !

Adresses de contact :

- Gaël Bourgeois, président du PSVR et député au Grand Conseil, 078 685 48 48
- Jean-Henri Dumont, porte-parole du Groupe AdG/LA au Grand Conseil, 079 445 10 79